



Marc Baum
Député



Luxembourg, le 15 septembre 2020

Concerne : Question parlementaire relative à propos de l'affiliation des travailleurs saisonniers à une assurance de pension et de maladie.

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 83 du Règlement de la Chambre des députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question suivante à Messieurs les Ministres du Travail et de la Sécurité sociale.

Dans un article récemment publié par le journal en ligne *reporter.lu* des représentants du Ministère de la Sécurité sociale consultés par le journal affirment que des travailleurs engagés e.a. pour les vendanges seraient exemptés de l'assurance obligatoire de maladie et de pension, si leur séjour professionnel au Luxembourg ne dépassait pas les trois mois. Dans ce cas les travailleurs saisonniers seraient en principe couverts par l'assurance de leur pays d'origine. Or, selon les informations fournies¹ sur le portail internet du Ministère de l'Agriculture la vérification de l'affiliation à un régime d'assurance pension et maladie ne semblerait pas être obligatoire lors de leur arrivée sur le territoire luxembourgeois.

De même, l'article fait référence à un document émis par le Ministère de la Sécurité sociale selon lequel un salarié qui travaille moins de trois mois par année de calendrier serait à considérer comme un salarié occasionnel et non comme un travailleur saisonnier. Cette classification pose pourtant des problèmes du fait que les personnes engagées pour les vendanges travaillent le plus souvent à plein temps. En outre, leur temps de travail peut même – sous certaines conditions et dans certaines périodes – être porté à 12 heures par jour et à 60 heures par semaine.

L'Inspection du Travail et des Mines (ITM) confirme sur son site internet que la prestation d'activités liées à la récolte ou aux vendanges ainsi que la prestation d'activités liées au conditionnement des produits récoltés ou vendangés sont à considérer comme emplois à caractère saisonnier et non pas comme emplois occasionnels. Cette affirmation trouve sa base légale dans le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des dispositions

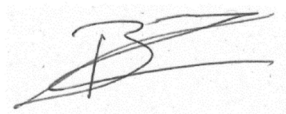
¹ <https://agriculture.public.lu/de/betriebsfuhrung/recht-steuern-soziales/arbeitsrecht/gelegenheitsarbeitskraefte.html>

des articles 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail qui n'a pas été modifié depuis².

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et du Travail :

- 1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre total de travailleurs saisonniers engagés pendant la période des récoltes et des vendanges dans les secteurs viticole et agricole ?
- 2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que tous les travailleurs saisonniers engagés pour les récoltes et les vendanges sont affiliés à une assurance de pension et de maladie, que ce soit au Luxembourg ou dans leur pays d'origine ?
- 3) Dans l'affirmative, comment ce statut d'affiliation est-il vérifié et qui est responsable de ce contrôle ?
- 4) Considérant que, suivant la législation en vigueur, les travailleurs saisonniers ne seraient pas à considérer comme travailleurs occasionnels et seraient ainsi obligatoirement soumis à l'assurance de pension et de maladie, leur non-affiliation est-elle à considérer comme illégale ? Dans l'affirmative quelle partie est tenue responsable du délit, l'employeur ou bien le travailleur lui-même ?
- 5) Sachant que les prestations d'activités liées à la récolte ou aux vendanges ainsi qu'aux activités liées au conditionnement des produits récoltés ou vendangés sont clairement définies comme relevant du champ des emplois à caractère saisonnier, comment Messieurs les Ministres expliquent-ils que les informations fournies par le Ministère de l'Agriculture et de la Viticulture divergent de la législation en vigueur et offrent même un contrat-type contraire à la loi ?
- 6) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que – surtout dans un contexte de pandémie - il faudrait garantir l'affiliation de tous les travailleurs à une assurance maladie afin de leur permettre de se faire soigner ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués,



Marc Baum
Député

² <http://eli.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/1989/07/11/n1/jo>



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Marc Hansen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 15 septembre 2020

Objet : Question parlementaire n° 2828 du 15.09.2020 de Monsieur le Député Marc Baum - Affiliation des travailleurs saisonniers à une assurance de pension et de maladie

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Travail, de l'Emploi et
de l'Économie sociale et solidaire

Monsieur Marc HANSEN
Ministre aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
L-2450 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 19 octobre 2020

| | |
|-------------------|--------------------------|
| Agent en charge | M. Armin Skrozic |
| Tel : | 247 86122 |
| Courriel : | armin.skrozic@mt.etat.lu |
| Référence interne | MT/SA/QP/QP N°2828 |

Concerne : Question parlementaire N°2828 de l'honorable Député Marc Baum

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse commune à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Dan KERSCH
Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie
sociale et solidaire

Réponse commune du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire Dan Kersch, du Ministre de la Sécurité sociale et du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural Romain Schneider à la question parlementaire n°2828 de l'honorable Député Marc Baum

Puisqu'il n'y a pas d'obligation de faire une déclaration d'entrée auprès du CCSS pour les activités occasionnelles dans le secteur visé, le CCSS ne dispose pas de données sur le nombre de personnes exerçant une telle activité dans le secteur visé.

En ce qui concerne l'affiliation à la sécurité sociale, il y a lieu de préciser que toute personne exerçant une activité salariée pour le compte d'autrui doit être affiliée, toutes branches confondues. Néanmoins, le Code de la sécurité sociale (CSS) prévoit certaines exceptions.

Ainsi, le CSS prévoit dans ses articles 4 (assurance maladie-maternité) et 179 (assurance pension) pour l'activité occasionnelle (salarié occasionnel) ce qui suit :

« Sont dispensées de l'assurance obligatoire les personnes qui exercent leur activité professionnelle uniquement d'une façon occasionnelle et non habituelle et ce pour une durée déterminée à l'avance qui ne doit dépasser trois mois par année de calendrier. »

Ces dispositions ne visent pourtant pas à priver une personne des assurances maladie-maternité et pension, mais au contraire à garantir que le revenu issu d'une activité occasionnelle, et donc limitée, telle que définie aux articles 4 et 179 du CSS ne soit pas davantage réduit par un assujettissement aux cotisations sociales alors que la personne est en principe déjà affiliée, soit de manière obligatoire à l'étranger, soit de manière volontaire (facultative).

Si la personne est déjà affiliée au Luxembourg de manière obligatoire (pour une activité rémunérée), alors elle ne peut pas avoir recours à une activité occasionnelle. Si elle est affiliée à l'étranger, alors elle possède une carte de sécurité sociale à l'instar de la carte d'affiliation émise par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS). Dès lors, la personne a accès aux soins de santé prestés au Luxembourg en cas de nécessité.

Dans tous les cas, les salariés occasionnels dans le domaine agricole, viticole, horticole ou sylvicole sont d'office protégés au niveau de l'assurance accident sans même qu'une déclaration soit nécessaire. En effet, l'article 90, paragraphe 3 du CSS prévoit que :

« Sans qu'une déclaration auprès du Centre commun de la sécurité sociale soit nécessaire, sont également assurées les personnes exerçant une activité agricole, viticole, horticole ou sylvicole pour le compte d'un assuré obligatoire ou volontaire au sens des articles 85, alinéa 1, sous 7) ou 89, soit accessoirement à une activité professionnelle principale et sans rémunération ou contre une rémunération ne dépassant pas un tiers du salaire social minimum, soit occasionnellement pendant une durée déterminée à l'avance qui ne doit pas dépasser trois mois par année de calendrier ; [...] »

Pour les salariés occasionnels dans tout autre secteur, l'employeur doit faire une déclaration tout en ayant l'option de déclarer l'activité visée comme occasionnelle. Pour ce faire, le CCSS se base sur le formulaire de déclaration d'entrée de l'employeur qui indique sur ce dernier s'il s'agit d'un travailleur occasionnel. Le CCSS effectue à ce titre des contrôles pour éviter des abus.

En matière d'accès aux soins de santé, il y a aussi lieu de préciser que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « *Le principe de l'assurance obligatoire garantit un accès égal et solidaire aux prestations de l'assurance maladie-maternité. Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'Etat.* » (Page 109 de l'accord de coalition 2018-2023)

Dans le cadre des travaux visant à mettre en œuvre ce point de l'accord de coalition, les dispositions prévues à l'article 4 du CSS seront aussi évaluées, le but étant de s'assurer que toute personne puisse avoir accès à des soins de santé de qualité tout en évitant les abus.